



Marché public n° 25.05

REGLEMENT DE CONSULTATION

**MATERIELS PEDAGOGIQUES, LUDIQUES ET
SPORTIFS – PISCINE MUNICIPALE**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Le 26/05/2025 à 12 h 00**

Procédure adaptée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I. OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE II. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE III. ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE IV. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE V. REPONSE.....	4
ARTICLE VI. ATTRIBUTION.....	4
ARTICLE VII. DUREE	4
ARTICLE VIII. PROCEDURES DE RECOURS	5
FICHE DE VERIFICATION.....	6

ARTICLE I. OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la fourniture de matériels pédagogiques, ludiques et sportifs pour la piscine municipale.

ARTICLE II. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

Type de procédure	Procédure adaptée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique.
Modification de détail au dossier de consultation	Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.
Délai de validité des offres	120 jours.

ARTICLE III. ALLOTISSEMENT

En application de l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, le présent contrat ne fait pas l'objet d'un allotissement. La dévolution en lots séparés aurait pour conséquence d'alourdir la gestion et obérer les économies d'échelle.

ARTICLE IV. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Contenu du DCE	<ul style="list-style-type: none">- Le présent document ;- Le Cahier des Clauses Particulières ;- l'Acte d'engagement ;- Le B.P.U;- Le cadre réponse.
Délai pour fournir les pièces attributaires <i>(Pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du Code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, etc.)</i>	Si non remise au stade de la remise des offres, elles devront être envoyées avant l'attribution dans le délai indiqué par le pouvoir adjudicateur.
Informations recueillies - RGPD	Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné au traitement des dossiers de candidature et des futurs marchés publics. Les destinataires des données sont les services de l'acheteur public. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez en vous adressant à l'acheteur. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

ARTICLE V. REPONSE

Pièces à fournir pour la candidature	Cf. checklist
Pièces à fournir pour l'offre	Cf. checklist
<p>Pour vous aider, vous trouverez en à la fin de ce document, une fiche récapitulant l'ensemble des pièces à fournir dans votre réponse.</p> <p>Cette fiche de vérification vous permettra de ne rien oublier.</p>	
Point de contact	<p>Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande écrite via la plateforme de dématérialisation :</p> <p>https://marchespublics596280.fr</p>
Variante	<p>Les variantes sont autorisées mais l'acheteur public exige la présentation de l'offre de base.</p> <p>Chaque document correspondant à la variante devra être bien identifié.</p>
Remise des offres	<p>A la date indiquée à la première page du présent document, via la plateforme de dématérialisation :</p> <p>https://marchespublics596280.fr</p>
Signature	Non obligatoire au stade du dépôt de l'offre

ARTICLE VI. ATTRIBUTION

Critères de sélection des candidatures	Les candidatures seront appréciées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites par les candidats sans exigences minimales.	
Critères d’attribution	Les critères sont les suivants :	
	Critère n° 1. Prix	55 %
	Critère n° 2. Valeur technique dont :	45 %
	2.1. Pertinence des produits proposés à la vue des exigences techniques (fournies ou accessibles depuis une page web)	25 %
	2.2. Rapidité des délais de livraison	20 %
Négociation	L’acheteur public se réserve le droit de négocier et d’auditionner avec les soumissionnaires dont la candidature est retenue après une première analyse effectuée sur la base des critères définis au présent règlement de consultation.	
	La négociation pourra se faire soit sous forme orale (audition, réunion) ou écrite (mail, courrier, fax). À l’issue des négociations, et d’un second classement, il retiendra l’offre économiquement la plus avantageuse.	
	Conformément aux dispositions de l’article R.2123-5 du CCP, l’Acheteur public aura la possibilité d’attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.	

ARTICLE VII. DUREE

Le marché est conclu à compter de la notification jusqu'à l'échéance de la garantie biennale.

ARTICLE VIII. PROCEDURES DE RECOURS

En cas de différend survenant à l'occasion de la présente consultation, la recherche, préalablement à tout recours, d'un règlement à l'amiable sera privilégiée par les parties.

Si aucune des solutions n'est trouvée l'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal Administratif de Lille 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 LILLE, France.

Téléphone : 03.59.54.23.42.

Précisions concernant les voies et délais d'introduction des recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
 - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
 - Recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (article R.421-1 du code de justice administrative) ;
 - Référé suspension accompagnant un recours pour excès de pouvoir (article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
 - Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994)
- Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).

FICHE DE VERIFICATION

Liste des pièces à fournir



Remise dématérialisée obligatoirement via la plateforme de dématérialisation :
<https://marchespublics596280.fr>

	INTITULE DES DOCUMENTS	Cochez pour vérification
Dossier "candidature"	Lettre de candidature DC1 ou équivalent	<input type="checkbox"/>
	Déclaration du candidat DC2 ou Formulaire DUME (https://dume.chorus-pro.gouv.fr/)	<input type="checkbox"/>
	Copie du jugement si redressement judiciaire	<input type="checkbox"/>
	Extrait K-Bis	<input type="checkbox"/>
	Attestation de régularité fiscale	<input type="checkbox"/>
	Attestation de vigilance sociale	<input type="checkbox"/>
	Déclaration sur l'honneur non-recours à des travailleurs étrangers ou liste nominative des personnes entrant dans ce cadre	<input type="checkbox"/>
	Attestations d'assurance	<input type="checkbox"/>
Dossier « offre »	Bordereau des prix	<input type="checkbox"/>
	Cadre-Réponse éventuellement complété par une annexe	<input type="checkbox"/>
	Acte d'engagement	<input type="checkbox"/>
	R.I.B	<input type="checkbox"/>